Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 20 novembre 2015

n° 19013

Attentats de Paris.
Le Gouvernement a fixé ses priorités : budget 2016, réforme de l'administration.
La loi sur le vote par correspondance promulguée.

Attentats de Paris. L'actualité française demeure particulièrement reprise dans les rubriques consacrées à la politique étrangère.

Evenimentul Zilei publie une nouvelle correspondance de Paris signée Marcela Feraru qui remarque que l'enquête sur les attentats du 13 novembre avance rapidement. Cette enquête apportera plus de réponses et peut-être encore plus de questions, remarque la journaliste. Au-delà des mesures strictes mises en place en France, l'appel de François Hollande à la solidarité européenne en vertu de l'article 42-7 du traité sur l'Union européenne n'a débouché que sur un « silence retentissant » des autres Etats-membres. Les choses seront plus claires aujourd'hui lors de la réunion extraordinaire du conseil Justice et Affaires intérieures (JAI), lors de laquelle la France demande du soutien dans la lutte contre le terrorisme et des contrôles strictes aux frontières Schengen, estime la journaliste.

La Roumanie a été représentée au conseil JAI par Petre Tobă, nouveau ministre de l'Intérieur et Raluca Pruna, nouvelle ministre de la Justice (*Agerpres*, *HotNews.ro*). *« La position de la Roumanie est de soutenir les mesures qui assurent la sécurité des citoyens européens et protègent les valeurs et les principes de l'UE. La Roumanie va contribuer à la mise en place urgente du registre européen des noms de passagers (PNR), complet et efficace. Elle va soutenir une meilleure coopération entre les services et les autorités des Etats-membres pour la valorisation des informations contenues dans ce fichier. Il est également important d'assurer les ressources nécessaires et un cadre juridique clair pour l'activité et l'efficacité des agences européennes. »* Le Ministère roumain de l'Intérieur a également précisé dans un communiqué que la Roumanie possèdait une expérience de l'utilisation des technologies efficaces pour la gestion de sa frontière maritime qui pourraient être mises en œuvre au niveau européen.

« La confrontation d'aujourd'hui est entre la civilisation et la barbarie », affirme l'écrivain Mihail Neamtu dans une interview publiée par *Evenimentul Zilei*, estimant que le conflit avec les djihadistes va durer plusieurs décennies.

Gouvernement de Dacian Cioloș. Le nouveau Gouvernement roumain s'est réuni hier en premier conseil des ministres pour établir ses priorités. Le Premier ministre Dacian Ciolos a souligné l'importance de l'élaboration du budget 2016 et de la réforme administrative. « Je voudrais qu'on ait samedi matin une première discussion sur ce plan de mesures sectorielles et une première présentation de l'état de l'élaboration du budget d'Etat. Je voudrais qu'on montre clairement aux Roumains que ce Gouvernement commence à travailler, non seulement à moyen terme, mais qu'on soit très présents dans tout ce qui est d'actualité, afin de montrer qu'on peut répondre aux attentes », a déclaré le Premier ministre.

Dacian Ciolos a chargé notamment Vasile Dîncu, vice-Premier ministre et ministre du Développement régional de préparer la réforme administrative. Celui-ci sera par ailleurs invité devant le Parlement pour un débat sur le programme national de développement local (*Radio Romania Actualitati*).

« Le Gouvernement Ciolos s'est installé. On cherche une majorité parlementaire » titre *Romania Libera*, qui remarque que le nouveau Gouvernement aura besoin du soutien du Parlement afin de pouvoir promouvoir poursuivre ses priorités. Alina Gorghiu, co-présidente du parti national libéral, a lancé un appel aux membres du PNL pour essayer de composer une majorité gouvernemental pro-gouvernementale, afin de ne pas laisser le parti social-démocrate contrôler l'agenda parlementaire. Si le PNL (176 parlementaires) s'alliait avec l'UNPR (64), l'UDMR (25), les minorités nationales (17) et le PSRO (12), il pourrait avoir une majorité de 294 voix (par rapport aux 274 nécessaires). Cependant l'association avec l'Union nationale pour le progrès de la Roumanie (UNPR) serait nuisible pour son image, dans la mesure où son leader, Gabriel Oprea, a démissionné suite aux récentes manifestations de rue.

« Le Gouvernement Cioloș a une opposition de 8%, mais un soutien douteux » titre *Jurnalul National*, qui note que les parti qui ont soutenu l'investiture du nouveau gouvernement ont des agendas assez divergents. Le parti social-démocrate, dont une partie des parlementaires ont voté contre le Gouvernement, voudraient que leurs membres soient maintenus sur les postes dans l'administration et certaines mesures électorales déjà adoptées ne soient pas remises en question. Le parti national libéral voudrait quant à lui une « dépolitisation » de l'administration, soit l'écartement des sociaux-démocrates.

Selon *Evenimentul Zilei*, le Premier ministre Dacian Cioloș a commencé le « nettoyage des Secrétaires d'Etat » : il voudrait mettre en place un système d'évaluation des employés des ministères selon le modèle des institutions européennes et chercherait à convaincre plusieurs de ses collaborateurs de Bruxelles à venir travailler dans son Gouvernement. Par ailleurs, les secrétaires d'Etat du parti ALDE ont commencé à quitter leurs postes.

« Comment Băsescu, Ponta, Tăriceanu et Udrea ont fini par former une coalition parlementaire antigouvernementale » écrit *Adevărul*, qui analyse le vote des parlementaires lors de l'investiture du Gouvernement Cioloș, remarquant que les personnalités politiques comme l'ancien Président Traian Basescu, l'ancien Premier ministre Victor Ponta, Călin Popescu-Tăriceanu, président du Sénat, et la députée Elena Udrea ont adopté un discours contre le Gouverement, mais aussi contre la Justice.

Dès le début, Dacian Cioloș a voulu souligner deux chose sur son gouvernement : il est composé de professionnels et un tiers de ses ministres sont des femmes, écrit *Puterea* dans un article intitulé « Les femmes, le tiers défavorisé du gouvernement Cioloș ».

Budget 2016. Selon *Adevărul*, les investissements ont été sacrifiés dans le budget 2016 afin que le déficit puisse être maintenu en dessous du niveau de 3%, tout en maintenant les mesures d'allègement fiscal adoptées en 2015. Le projet du budget 2016 prévoit des réductions importantes d'allocations au ministère de l'Environnement, au minisstère des Transports, au ministère pour la Société informationnelle, au ministère du Développement, au ministère des Fonds européens et au ministère de l'Agriculture. De plus, Gelu Stefan Diaconu, chef de l'Agence nationale d'administration fiscal, affirme qu'il les recettes pour l'année prochaine pourraient être surestimés d'environ 5-7 millions de lei (plus d'un milliards d'euros).

« Question n° 1 pour construire le budget : est que l'économie aura une croissance de 4,1% l'année prochaine ? » titre *Ziarul Financiar* à la une, remarquant que le projet de budget table sur une croissance économique de 4,1% du PIB l'année prochaine. « Je ne crois ni à la croissance de 4,1%, ni aux estimations de recettes. Ils ont plutôt joué aux chiffres » affirme l'économiste Dragoş Cabat.

Loi sur le vote par correspondance. Le Président a promulgué hier la loi introduisant le vote par correspondance pour les citoyens résidant à l'étranger, une loi assumée dès le début de son mandat. Le vote par correspondance sera utilisé seulement au scrutin parlementaire. La loi vise les Romains ayant leur domicile ou leur résidence à l'étranger et impose un enregistrement préalable des votants, qui doivent s'enregistrer personnellement à l'ambassade ou consulat ou par la poste (il n'y pas de possibilité d'inscription en ligne). La

Cour constitutionnelle a établi à l'unanimité cette semaine que la loi était conforme aux dispositions de la Constitution (*Realitatea TV*).

Le sénateur Dan Șova (PSD) visé par une nouvelle demande de levée d'immunité. Le procureur en chef de la Direction nationale anticorruption (DNA) a demandé hier au Sénat d'autoriser le placement en garde à vue et éventuellement en détention provisoire du sénateur Dan Șova, poursuivi pour trafic d'influence dans le cadre d'une nouvelle affaires de corruption. Les faits remontent à la période 2011-2014 lorsque le sénateur aurait reçu des sommes totalisant 100 000 € en échange de son influence exercée auprès du directeur général de la centrale d'énergie thermique CET Govora. Le patron de cette dernière a été pour sa part placé en garde à vue pour abus de pouvoir répété (*Digi24*).

Incendie Colectiv. Le bilan de l'incendie qui a ravagé une discothèque de Bucarest le 30 octobre dernier compte désormais 58 décès. 44 personnes sont encore hospitalisées à Bucarest et 29 dans les hôpitaux de l'étranger. Le ministère des affaires étrangères a annoncé que les coûts liés au rapatriement des personnes ayant décidé à l'étranger seront entièrement couverts par l'État (*Radio România Actualitati*).

Visite de Klaus Iohannis en Slovaquie. Le Président Klaus Iohannis a effectué une visite officielle de deux jours en Slovaquie, au cours de laquelle il s'est entretenu notamment avec son homologue slovaque, Andrej Kiska, et le Premier ministre, Robert Fico. Les deux thèmes principaux du déplacement ont été la crise des migrants et la lutte anticorruption. Klaus Iohannis a également participé aux côté du Président slovaque à une commémoration au cimetière militaire roumain de Zvolen, suivi par la remise de décorations vétérans slovaques qui ont participé à la deuxième Guerre mondiale. Le cimetière de Zvolen est le plus grand cimetière militaire roumain à l'étranger, accueillant plus les tombes de plus de 10 000 soldats roumains (*Radio Romania Actualitati*). Selon *Adevarul,* les autorités slovaques ont été particulièrement intéressées par la manière dont la Roumanie a réussi à combattre la corruption.

Fiscalité. La Roumanie enregistre actuellement le plus grand écart de TVA, par rapport aux autres pays de l'Europe centrale et orientale, relève un rapport publié hier par PwC (*Agerpres*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- RFI Roumanie, a fêté hier ses 25 ans d'existence (*RFI*, *Dilema Veche*, *DIGI 24*).

- Interview de journaliste français, Marc Semo, du quotidien *Libération* (*RFI Roumanie*).

- « Être ou ne pas être femme ». François Ozon, l'une des cinéastes contemporains les plus sensuels et décadents évoque dans son dernier film « *Une nouvelle amie* » la question du changement de genre (*Adevărul*).

- Le premier magasin Chanel de Roumanie ouvrira ses portes à Baneasa Shopping (*Ziarul Financiar*).

- Carrefour Roumanie détient désormais des entrepôts logistiques de presque 15 hectares, approchant le leader Kaufland (*Ziarul Financiar*).

- Bruno Ancelin, directeur exécutif de Renault : « La formation des employés nous permettrait de produire des véhicules en Roumanie » (*HotNews.ro*)
- « En Roumanie, un nouveau gouvernement certifié UE » (*La Croix*).

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie